



Affaire suivie par :
Margaux VERDAGUER
Domaine Informatique & Electronique
Tél. : 01.69.26.50.19
Courriel : margaux.verdaguer@cea.fr

MCO DE LA STATION DE SURVEILLANCE DES RADIONUCLEIDES RN29 A LA REUNION

Projet de marché CEA/DIF n° DIE-B25-00576-MV

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par XXX, agissant en qualité de XXX,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La société **XXX**, SAS au capital de XXX euros, sise au XXX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXX sous le numéro R.C.S. XXX B XXX, représentée par XXX agissant en qualité de XXX,

ci-après dénommée « **Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 4 - DUREE	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE	4
ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS.....	5
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE	5
ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL	5
ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX.....	6
ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	7
ARTICLE 13 - PENALITES.....	8
ARTICLE 14 - RESILIATION	8
ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES	9
ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	10



ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation du maintien en conditions opérationnelles de la station de surveillance des radionucléides RN29 située à la Réunion, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Prestations seront réalisées pour le compte du Département Analyse et Surveillance de l'Environnement (DASE).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

- 2.1** Les dispositions du présent marché et de son annexe prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :
- Le Cahier des Charges référencé CEA/DIF/DASE/STMG/DO 54/2025 du 14/04/25.
 - Les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
 - A titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXX du XX/XX/XXXX.
- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS

Le périmètre d'application des Prestations s'étend à l'intégralité des équipements et des infrastructures de la station RN29 qui se divise en deux systèmes distincts : FRP29 et FRX29. Les Prestations comprennent :

3.1 Part ferme

- Exploitation, visites mensuelles et maintenance préventive de FRP29 (§3.1 du cahier des charges cité supra) et prestations connexes (§3.3 et §5 du cahier des charges cité supra),
- Exploitation, visites mensuelles et maintenance préventive de FRX29 (§3.2 du cahier des charges cité supra) et prestations connexes (§3.3 et §5 du cahier des charges cité supra).

3.2 Part optionnelle

- Option 3 : Formation opérationnelle initiale (§7.3 du cahier des charges cité supra).

La levée d'une option sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 15 jours avant la date de démarrage de l'option.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si les options ne sont pas levées par le CEA.

3.3 Prestations à la demande sur devis préalable

Maintenances annuelle et curative, travaux ponctuels et assistance (§3.4 et §3.5 du cahier des charges cité supra).

Les Prestation sur devis sont réalisées à la demande du CEA. Le CEA transmettra au Titulaire une demande écrite pour la réalisation de ces Prestations.

Les actions de maintenance curative doivent être réalisées dans un délai compatible avec les exigences définies dans le cahier des charges, notamment en cas d'urgence (cf. §3.3).

Concernant les travaux ponctuels et les missions d'assistance, le Titulaire s'engage à remettre un devis précisant les coûts de main-d'œuvre et de fourniture dans un délai de 10 jours suivant la demande écrite du CEA.

ARTICLE 4 - DUREE

Le présent marché est conclu à compter à compter du 03/11/2025 pour une durée de 3 ans fermes prolongeable deux fois par période de 12 mois (options 1 et 2). Le présent marché sera réputé finalisé au parfait achèvement des Prestations.

La levée d'une option sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai d'un mois avant la date de démarrage de l'option.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si les options ne sont pas levées par le CEA.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1 Lieu d'exécution

La station, objet du présent marché, est située au sein du site de transmission de Bel Air (base militaire), elle est localisée sur la commune de Sainte Suzanne.

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire sur cette station. Elles seront exécutées sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire devra prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

5.2 Réunions de suivi

La réalisation des Prestations sera suivie tout au long du contrat par un comité de pilotage qui sera en charge du suivi technique et contractuel. Ce comité se réunira au minima une fois par an. Les réunions se tiendront par défaut en distanciel. Le comité suit l'exécution des prestations, évalue les écarts et fixe les priorités. Un bilan des activités écoulées est réalisé à l'occasion de cette réunion.

Le comité de pilotage est composé pour le CEA du responsable de la maintenance et du correspondant technique de la station. Les responsables hiérarchiques et/ou un représentant du Bureau des Affaires Commerciales du CEA assistent aux réunions le cas échéant. Pour le Titulaire, il est composé à minima du coordinateur de l'équipe sur site et de son ou ses supérieurs hiérarchiques.

Le Titulaire rédige un compte-rendu au terme de chaque réunion et le fait valider par un représentant du CEA au comité de pilotage sous 15 jours ouvrés.

ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE

6.1 Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents suivants via le logiciel STORM (à privilégier) ou à l'aide des trames fournies en annexe du cahier des charges :

- Un rapport journalier suite à la réalisation des actions quotidiennes,
- Un compte-rendu pour toutes les visites de maintenance préventive renseignant précisément sur l'état des infrastructures et listant de façon exhaustive les opérations réalisées en termes de maintenance planifiée. Ce compte-rendu doit être établi dans les 24h qui suivent la visite.

- Un rapport d'intervention pour toutes interventions réalisées au titre de la maintenance curative ou des travaux ponctuels. Ce dernier indique le détail des opérations réalisées en précisant les types et numéros de série des appareils remplacés ainsi que le temps nécessaire aux opérations réalisées. Il doit être transmis au plus tard 24 heures après l'intervention,
- La copie des rapports (établi par l'organisme ayant réalisé la vérification des installations).

6.2 Les documents remis au CEA devront être fournis sous format informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

6.3 Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- Pour le CEA : Quentin DELMONT quentin.delmont@cea.fr - Tél : 01.69.26.55.42,
- Pour le Titulaire : XXXX - Tél : XX.XX.XX.XX.XX.

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 2 au présent marché).

ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL

10.1 Montant

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de **mois de remise de l'offre**, est plafonné à la somme de **XXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**, toute sujétion incluse. Ce montant se décompose comme suit et est détaillé en annexe 1 du présent marché :



Part ferme : un montant forfaitaire et révisable de XXX € HT.

Part optionnelle :

- Option 1 : un montant forfaitaire et révisable de XXX € HT,
- Option 2 : un montant forfaitaire et révisable de XXX € HT,
- Option 3 : un montant forfaitaire et révisable de XXX € HT.

Prestations à la demande sur devis préalable : un montant plafond de XXX € HT.

Le montant plafond de la part estimative est calculé sur la base des taux horaires et journaliers indiqués en annexe 1 du présent marché. Il est estimatif et ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

10.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX

Les prix de la part ferme visés à l'article 9 sont réputés établis aux conditions économiques du mois de **mois de remise de l'offre**,

Ils sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \times \frac{\text{Indice } 1}{\text{Indice } 10})$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P₀ = prix initial, puis dernier prix révisé,

Indice₁₀ = valeur de l'indice ICHTrev-TS « Activités spécialisées, scientifiques, techniques » (identifiant INSEE : 001582849), pour le mois de **mois de remise de l'offre**, puis dernière valeur retenue,

Indice₁ = dernière valeur publiée de ce même indice, connu à la date de demande de révision de prix.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

12.1 Conditions de facturation

12.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- Le code service : DIF-D,
- Le n° complet du présent marché soit **XXX / XXX**,
- L'intitulé du marché,
- La date d'émission de la facture,
- Le libellé exact de l'échéance facturée,
- Le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe 1).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : cea-dam-demat@cea.fr

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : cea-dam-comptabilite@cea.fr

12.1.2. Présentation des révisions de prix

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- Le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- Le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

12.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- De conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- De l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

12.2 Conditions de paiement

- Au titre de la part ferme : facturation semestrielle à terme échu, après réception des prestations et des rapports d'activité du semestre concerné, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- Au titre de la part optionnelle, en cas de levée des options :

- Au titre des options 1 et 2 : facturation identique aux conditions de la part ferme,
- Au titre de l'option 3 : 100% du montant HT du poste à l'issue de la formation, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.
- Au titre des prestations à la demande sur devis préalable : 100% du montant HT du devis après acceptation prononcée sans réserves par le CEA des Prestations, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

ARTICLE 13 - PENALITES

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

13.1 Retard d'exécution

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations, ou une des composantes des Prestations, conformément aux articles 3.3 et 6.1 du présent marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 24 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de 3/1000 (trois pour mille) du montant plafonné hors taxes du présent marché par jour calendaire de retard constaté relativement aux délais précités.

13.2 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

13.3 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

ARTICLE 14 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES



ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n°

Lot/phase/période :

Rejet (réception refusée) :

le / /

MOTIFS :

Ajournement (délais accordés pour intervenir) :

le / /

MOTIFS :

Réception validée :

le / /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le :

Pour le CEA
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du CEA</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du Titulaire</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :